

<p style="text-align: center;"><b>L'ENTREPRISE EN DIFFICULTE :</b> <b>PANORAMA DES PROCEDURES COLLECTIVES</b></p>
---

1. Analyser la situation du débiteur
  - 1.1. Informations relatives à l'actif du débiteur
  - 1.2. Informations bancaires
  - 1.3. Informations relatives au passif du débiteur
  
2. Anticiper les difficultés en cas d'absence d'état de cessation de paiement
  - 2.1. Le mandat ad hoc
  - 2.2. La conciliation
  - 2.3. La sauvegarde judiciaire
  
3. L'état de cessation de paiements
  - 3.1. Déclaration de cessation des paiements
    - 3.1.1. Actif disponible
    - 3.1.2. Passif exigible
    - 3.1.3. Confrontation de l'actif disponible et du passif exigible
    - 3.1.4. Délai
    - 3.1.5. Sanction : interdiction de gérer
  - 3.2. La période suspecte
  - 3.3. Fixation de l'état de cessation des paiements
    - 3.3.1. Une appréciation objective
    - 3.3.2. Date de la cessation des paiements
    - 3.3.3. Nullités des actes accomplis pendant la période suspecte
  - 3.4. Situations particulières concernant la date de cessation des paiements
    - 3.4.1. Extension de procédure
    - 3.4.2. Conversion de la sauvegarde en redressement judiciaire
  
4. La déclaration de créance
  - 4.1. Le formalisme de la déclaration de créance
    - 4.1.1. Auteur de la déclaration
    - 4.1.2. Forme de la déclaration
  - 4.2. Obtenir un relevé de forclusion
    - 4.2.1. Caractère antérieur au jugement d'ouverture de la créance
    - 4.2.2. Créances postérieures non privilégiées
  - 4.3. Les créances salariales
  - 4.4. Créances subrogatoires de l'AGS
  
5. Obtenir le paiement d'une créance salariale
  - 5.1. Informations préalables
  - 5.2. Créances antérieures au jugement d'ouverture
  - 5.3. Créances postérieures au jugement d'ouverture
  
6. La procédure collective en cas de cessation des paiements

- 6.1. Choix entre la conciliation et le redressement judiciaire
- 6.2. Choix entre le redressement judiciaire et la liquidation judiciaire
- 6.3. Le redressement judiciaire
- 6.4. La liquidation judiciaire

7. Contester le licenciement dans le cadre d'une procédure judiciaire

- 7.1. Informations préalables
- 7.2. Contestation possible en cas de violation des règles protectrices spécifiques du Code du travail
  - 7.2.1. Salarié titulaire d'un mandat
  - 7.2.2. Salariée enceinte
  - 7.2.3. Salarié malade ou accidenté du travail
  - 7.2.4. Salarié titulaire d'un contrat d'apprentissage
  - 7.2.5. Salarié titulaire d'un CDD
- 7.3. Contestation possible en cas de violation des règles propres au licenciement pour motif économique